

Le Monde, 18 juin 2022

Isoler la France du débat sur le désarmement nucléaire ne peut qu'affaiblir notre dénonciation des gesticulations de Poutine

Un collectif de 56 parlementaires français et européens demande au chef de l'Etat, Emmanuel Macron, d'assister à la première réunion du traité sur l'interdiction des armes nucléaires adopté par l'ONU, qui se tiendra à Vienne, du 21 au 23 juin

Mais le problème, le rapporteur conclut, est de savoir si ces pays ont le courage de se tenir à la promesse qu'ils ont faite en 2017, de ne pas utiliser les armes nucléaires avant d'avoir obtenu un accord sur un désarmement progressif et vérifiable. A l'heure où Vladimir Poutine menace d'élargir son programme nucléaire, il est urgent de réaffirmer la promesse de ne pas utiliser les armes nucléaires avant d'avoir obtenu un accord sur un désarmement progressif et vérifiable.

Enfin, le rapporteur rappelle que la France a une responsabilité particulière en matière de désarmement nucléaire. Elle est le seul pays à avoir développé une doctrine nucléaire officielle et à avoir déclaré son intention de ne pas être la première à utiliser les armes nucléaires. Elle est également le seul pays à avoir signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1968.

Le rapporteur conclut en affirmant que la France doit continuer à jouer un rôle de leadership en matière de désarmement nucléaire. Elle doit continuer à promouvoir le dialogue et la coopération entre les États, et à travailler à la mise en œuvre de la promesse de ne pas utiliser les armes nucléaires avant d'avoir obtenu un accord sur un désarmement progressif et vérifiable.

Le rapporteur rappelle également que la France a une responsabilité particulière en matière de désarmement nucléaire. Elle est le seul pays à avoir développé une doctrine nucléaire officielle et à avoir déclaré son intention de ne pas être la première à utiliser les armes nucléaires. Elle est également le seul pays à avoir signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1968.

Le rapporteur conclut en affirmant que la France doit continuer à jouer un rôle de leadership en matière de désarmement nucléaire. Elle doit continuer à promouvoir le dialogue et la coopération entre les États, et à travailler à la mise en œuvre de la promesse de ne pas utiliser les armes nucléaires avant d'avoir obtenu un accord sur un désarmement progressif et vérifiable.

Le rapporteur rappelle également que la France a une responsabilité particulière en matière de désarmement nucléaire. Elle est le seul pays à avoir développé une doctrine nucléaire officielle et à avoir déclaré son intention de ne pas être la première à utiliser les armes nucléaires. Elle est également le seul pays à avoir signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1968.

Le rapporteur conclut en affirmant que la France doit continuer à jouer un rôle de leadership en matière de désarmement nucléaire. Elle doit continuer à promouvoir le dialogue et la coopération entre les États, et à travailler à la mise en œuvre de la promesse de ne pas utiliser les armes nucléaires avant d'avoir obtenu un accord sur un désarmement progressif et vérifiable.

LA FRANCE À RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LES ÉTATS NON NUCLÉAIRES ET LEURS POPULATIONS

Parce que les parlementaires ont signé une déclaration de principes qui engage la France à continuer à promouvoir le dialogue et la coopération entre les États, et à travailler à la mise en œuvre de la promesse de ne pas utiliser les armes nucléaires avant d'avoir obtenu un accord sur un désarmement progressif et vérifiable.